

## 25<sup>ème</sup> Forum de Bamako

L'Afrique au cœur des enjeux géopolitiques et géostratégiques :  
Défis, enjeux opportunités et perspectives



### TERMES DE REFERENCE

## **TABLE DES MATIERES**

|                                                                                                                                                        |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. PRESENTATION DU FORUM DE BAMAKO .....</b>                                                                                                        | <b>3</b>  |
| <b>II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....</b>                                                                                                             | <b>3</b>  |
| <b>1. Contexte mondial en pleine mutation et recomposition : enjeux géopolitiques et géostratégiques en 2025 et leurs impacts sur l'Afrique !.....</b> | <b>3</b>  |
| Rivalités des grandes puissances en Afrique .....                                                                                                      | 4         |
| Guerre en Ukraine et ses répercussion sur le continent .....                                                                                           | 4         |
| Sécurité énergétique et transition écologique .....                                                                                                    | 5         |
| Conflits régionaux et instabilité .....                                                                                                                | 5         |
| Changement climatique et stress environnemental .....                                                                                                  | 6         |
| Démocratie, transition démocratique et gouvernance : l'érosion de la démocratie dans le monde .                                                        | 7         |
| Course aux technologies, digitalisation et à l'intelligence artificielle : cybersécurité et guerre de l'information .....                              | 8         |
| Santé et pandémies : enjeux de la souveraineté sanitaire .....                                                                                         | 10        |
| Évolution des alliances et des institutions internationales .....                                                                                      | 11        |
| Un affaiblissement de la CEDEAO et l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES) : une fragmentation régionale .....                              | 12        |
| Enjeux géostratégiques des ressources minières africaines .....                                                                                        | 13        |
| <b>2. Justification.....</b>                                                                                                                           | <b>15</b> |
| <b>III. OBJECTIFS, AXES DE REFLEXION &amp; RESULTATS ATTENDUS.....</b>                                                                                 | <b>16</b> |
| <b>3.1. Objectifs .....</b>                                                                                                                            | <b>16</b> |
| <b>3.2. Axes de réflexions de la 25ème édition du Forum .....</b>                                                                                      | <b>17</b> |
| <b>3.3. Résultats attendus et produits : .....</b>                                                                                                     | <b>17</b> |
| <b>IV. DATE DU FORUM ET FORMAT DU FORUM .....</b>                                                                                                      | <b>18</b> |
| <b>4.1. La cérémonie d'ouverture du Forum .....</b>                                                                                                    | <b>18</b> |
| <b>4.2. Format des travaux.....</b>                                                                                                                    | <b>18</b> |

|                                                                    |           |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| 4.3. Off du Forum de Bamako :                                      | 18        |
| <b>V. STRUCTURATION ET ORGANISATION PRATIQUE DU FORUM</b>          | <b>18</b> |
| 5.1. Structuration de forum de Bamako 2025                         | 18        |
| 5.2. Présentation des Panels                                       | 19        |
| 5.3. Approche méthodologique et instance de pilotage               | 20        |
| <b>VI. PARTICIPANTS</b>                                            | <b>21</b> |
| <b>VII. COMMUNICATION ET VISIBILITE</b>                            | <b>21</b> |
| <b>VIII. BUDGET ET FINANCEMENT</b>                                 | <b>22</b> |
| <b>IX. RAPPEL DES GRANDS THEMES ABORDES PAR LE FORUM DE BAMAKO</b> | <b>22</b> |

## I. PRESENTATION DU FORUM DE BAMAKO

Créé au Mali il y a 25 ans, le Forum de Bamako est un espace d'échanges et de rencontres, un lieu de réflexion de haut niveau sur l'évolution et l'évolution du continent africain.

Espace de convivialité et d'expression ouverte et libre, il a réuni des milliers et des milliers d'hommes et de femmes, provenant d'horizons divers. Il est ainsi devenu une plateforme informelle où se rencontrent chefs d'entreprise, hommes et femmes politiques, décideurs publics, universitaires et experts, représentants de la société civile et des médias d'Afrique et des autres continents.

Fortement ancré dans le territoire malien, le Forum de Bamako est devenu une initiative ouest-africaine, africaine et internationale. Ouvert sur les défis et enjeux du développement du continent africain, il s'emploie en permanence à demeurer une plateforme de réflexion et à être une source d'inspiration pour les dirigeants africains et pour les acteurs du secteur privé et des sociétés civiles. C'est dans cette perspective que, chaque année, il formule des recommandations et des propositions en leur direction.

En 25 ans, le contexte sous-régional et africain s'est fortement transformé. Les tendances lourdes constitutives de ce contexte sont marquées par la recrudescence des crises ; politiques, économiques et sociales, sécuritaires, ces crises sont d'une telle diversité et intensité qu'elles menacent des destins historiques, des trajectoires partagées et des communautés de vie, bref un commun forgé à travers des siècles et par-dessus les prétentions frontalières de délimiter des aires culturelles, sociales et politiques imbriquées.

## II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### 1. Contexte mondial en pleine mutation et recomposition : enjeux géopolitiques et géostratégiques en 2025 et leurs impacts sur l'Afrique !

L'Afrique est à la fois un acteur et un enjeu dans les dynamiques géopolitiques et géostratégiques mondiales actuelles. Les répercussions des enjeux mondiaux sur le continent sont multiples et interconnectées.

L'Afrique, riche en ressources naturelles et humaines, se trouve à un tournant décisif de son histoire, confrontée à des mutations géopolitiques et géostratégiques profondes. Ces mutations, d'ordre économique, climatique, technologique et sécuritaire, redéfinissent les relations internationales et posent des défis complexes, tout en offrant des opportunités stratégiques uniques au continent dans un contexte mondial en pleine mutation et recomposition.

Le monde en 2025 est marqué par des mutations géopolitiques et géostratégiques profondes, influencées par des rivalités entre grandes puissances, des crises régionales, des défis climatiques et des avancées technologiques. Ces enjeux ont des répercussions directes sur l'Afrique, un continent riche en ressources naturelles et humaines, mais également confronté à des défis structurels et à des vulnérabilités spécifiques.

## Rivalités des grandes puissances en Afrique

La Chine, les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et d'autres acteurs comme la Turquie et l'Inde se disputent l'influence en Afrique qui reste un marché en pleine croissance, avec une population jeune et une classe moyenne en expansion et devient est un acteur de plus en plus important sur la scène internationale dans le cadre de l'émergence du « Sud Global ».

La rivalité entre les autres puissances et la Chine s'intensifie, avec des implications majeures pour l'Afrique est observable sur le continent. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec des échanges bilatéraux atteignant 254 milliards de dollars en 2022. La Chine, notamment à travers son initiative connue sous le nom de "**Nouvelle Route de la Soie**", dont l'objectif est de renforcer les échanges économiques, les investissements et l'influence géopolitique de la Chine à l'échelle mondiale. En Afrique, cette initiative se traduit par des investissements massifs - plus de 150 milliards de dollars depuis 2000 - dans les infrastructures (ports, routes, chemins de fer, etc.), souvent en échange de l'accès aux ressources naturelles.

En réponse, les États-Unis et l'Europe ont respectivement lancé des initiatives comme « *Build Back Better World* » (B3W) et *Global Gateway*, visant à contrer l'influence chinoise. *Build Back Better World* (B3W), lancé par les États-Unis et leurs alliés du G7 en juin 2021 avec un investissement annoncé de 600 milliards de dollars sur 5 ans (2021-2026)<sup>1</sup>, est une initiative visant à mobiliser des investissements massifs dans les infrastructures durables à travers le monde, en particulier dans les pays en développement. Il vise à répondre aux besoins croissants en infrastructures de ces pays, particulièrement en Afrique, tout en promouvant un développement économique et social respectueux de l'environnement. Initiative présentée par l'Union européenne en décembre 2021, *Global Gateway* est une stratégie visant à renforcer les liens économiques, politiques et sociaux entre l'Europe et le reste du monde. Elle met l'accent sur des investissements durables et de qualité dans les infrastructures, le numérique, le climat et la santé. Avec un investissement annoncé de l'Union européenne de 300 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027, l'Afrique est une région prioritaire avec un montant important de 150 milliards d'euros soit 50% du montant spécifiquement dédié au continent africain<sup>2</sup>.

Comme le reste du Monde, l'Inde et la Turquie cherchent à développer leurs échanges commerciaux avec les pays africains, à investir dans leurs industries et à accéder à leurs matières premières. Cette compétition offre des opportunités pour l'Afrique, mais pose également des risques de dépendance économique et de perte de souveraineté.

## Guerre en Ukraine et ses répercussions sur le continent

La guerre en Ukraine a des répercussions majeures sur l'Afrique. L'Ukraine et la Russie sont de grands exportateurs de céréales, notamment de blé. L'Afrique, qui importe 85 % de son blé et 90 % de ses engrais d'Ukraine et de Russie, a été particulièrement touchée. Cette guerre a entraîné **une hausse des prix des denrées alimentaires et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement**, menaçant la sécurité alimentaire de nombreux pays africains qui dépendent fortement des importations de céréales. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 23 % en 2023, exacerbant l'insécurité alimentaire dans des pays comme l'Égypte, le Soudan et la Somalie. Cette crise souligne la nécessité pour l'Afrique d'accélérer son autonomie alimentaire et de moderniser son agriculture. Ainsi, cette guerre a exacerbé l'insécurité alimentaire en Afrique. En 2023, plus de 280 millions de personnes en Afrique subsaharienne étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

<sup>1</sup> Maison Blanche : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/12/fact-sheet-president-biden-and-g7-leaders-launch-build-back-better-world-b3w/><sup>1</sup>

<sup>2</sup> Commission européenne : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_21\\_6694](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_6694)

Cette crise souligne la nécessité pour l'Afrique de moderniser son agriculture et de réduire sa dépendance vis-à-vis des importations.

Le conflit a également entraîné une **crise énergétique sans précédent avec une** hausse des prix de l'énergie, en particulier du pétrole et du gaz, dont de nombreux pays africains sont importateurs. Cette situation a fortement impacté les économies africaines et freiner leur développement. Enfin, la situation à génère une incertitude économique mondiale, qui a entraîné **une diminution des investissements étrangers en Afrique et une réduction de l'aide au développement et humanitaire réorienté sur l'Ukraine**

### Sécurité énergétique et transition écologique

La transition mondiale vers les énergies renouvelables, essentielle pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, crée de nouvelles dépendances et tensions géopolitiques, en particulier autour des minéraux rares indispensables aux technologies vertes. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de minéraux critiques pourrait augmenter de 400 % à 600 % d'ici 2040, en fonction du rythme de la transition énergétique. L'Afrique, qui détient environ 30 % des réserves mondiales de minéraux rares, se trouve au cœur de cette compétition stratégique. Parmi ces ressources figurent le cobalt (dont la République démocratique du Congo produit 70 % de l'offre mondiale), le lithium (essentiel pour les batteries, avec des gisements au Zimbabwe et au Mali), le graphite (utilisé dans les batteries et les panneaux solaires, présent au Mozambique et à Madagascar), ainsi que le platine, les terres rares (comme le néodyme et le dysprosium, utilisés dans les aimants des éoliennes), et le cuivre (indispensable aux réseaux électriques, avec des réserves importantes en Zambie et en RDC). Ces minéraux sont cruciaux pour la fabrication de batteries de véhicules électriques, d'éoliennes, de panneaux solaires et d'autres technologies propres, faisant de l'Afrique un acteur clé dans la course à la décarbonisation de l'économie mondiale."

En plus des minéraux critiques, l'Afrique pourrait également devenir un acteur majeur dans la production d'hydrogène naturel, une source d'énergie propre en plein essor. Des gisements d'hydrogène naturel ont été découverts dans plusieurs pays africains, comme le Mali et l'Afrique du Sud.

La richesse de l'Afrique en minéraux critiques et en hydrogène naturel suscite l'intérêt des grandes puissances mondiales, qui cherchent à sécuriser leur approvisionnement. Cette compétition peut entraîner des tensions géopolitiques, mais aussi des opportunités économiques pour les pays africains.

Cependant, l'exploitation de ces ressources soulève des questions de gouvernance, de corruption et de respect des droits humains. Par ailleurs, les pays africains producteurs de pétrole et de gaz, comme le Nigeria et l'Angola, doivent diversifier leurs économies face à la baisse de la demande mondiale d'énergies fossiles.

### Conflits régionaux et instabilité

De nombreuses régions africaines sont confrontées à des conflits prolongés, exacerbés par des facteurs politiques, ethniques, religieux et économiques. Les foyers de tension comme le Sahel, la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs restent des zones de crise majeure.

**En 2023, le Sahel a enregistré plus de 6 000 décès liés à des conflits**, principalement dus à l'activité des groupes jihadistes comme AQMI et l'État islamique. Selon le rapport du Secrétaire Général de l'ONU 2024 portant sur la « Promotion d'une paix durable par la voie du développement durable en Afrique » (A/79/226–S/2024/550), il est observé une augmentation du terrorisme à l'échelle mondiale passant de 22 % en 2023, atteignant son plus haut niveau depuis 2017.

Un grand nombre de ces décès sont survenus dans la région du Sahel, qui est devenue l'épicentre mondial du terrorisme : près de la moitié des décès liés au terrorisme y ont été enregistrés, et 5 des 10 pays les plus touchés se trouvent dans cette région. Le rapport précise que cette dernière décennie, la région du Sahel a connu une montée exponentielle du terrorisme, avec une augmentation de 2 860 % du nombre de morts liées au terrorisme et une hausse de 1 266 % du nombre d'actes terroristes<sup>3</sup>.

**S'agissant de la Corne de l'Afrique elle est une région géopolitiquement stratégique, mais aussi l'une des plus instables du continent africain.** Elle est le théâtre de conflits et de tensions régionaux complexes, exacerbés par des facteurs politiques, ethniques, religieux et économiques. Ces conflits ont des conséquences dévastatrices pour les populations civiles, avec des milliers de morts et des millions de personnes déplacées. Plusieurs pays de la région sont en proie à des crises et des conflits majeurs. La Somalie est plongée dans un conflit armé depuis des décennies, opposant le gouvernement central à différents groupes armés, dont les Shebab, liés à Al-Qaïda. Ces derniers contrôlent toujours de vastes zones rurales et continuent de mener des attentats meurtriers, notamment dans la capitale Mogadiscio. L'Éthiopie a connus une escalade de violence depuis le début du conflit dans la région du Tigré en novembre 2020. Ce conflit oppose le gouvernement fédéral aux forces de la région du Tigré et a entraîné une grave crise humanitaire, avec des millions de personnes déplacées et des milliers de morts. Bien qu'un cessez-le-feu ait été signé en novembre 2022, la situation reste fragile et les tensions persistent. Le Soudan est en proie à une crise politique depuis le coup d'État militaire d'octobre 2021. Les tensions entre les différentes factions militaires et les groupes civils ont entraîné des violences et des troubles, avec des conséquences désastreuses pour la population. Le Soudan du Sud, le plus jeune pays du monde, est également confronté à des conflits interethniques et à une crise humanitaire persistante. Les tensions politiques et l'instabilité ont entravé le développement du pays et plongé sa population dans la misère. L'Érythrée isolé sur la scène internationale entretient des tensions avec ses voisins. Son régime et son engagement dans des conflits régionaux ont contribué à l'instabilité de la Corne de l'Afrique.

### Changement climatique et stress environnemental

L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux effets du changement climatique, un phénomène qui entraîne des conséquences dévastatrices sur les populations, l'agriculture et la stabilité régionale. En 2023, plus de 20 millions de personnes ont été affectées par des événements climatiques extrêmes, tels que des sécheresses et des inondations, particulièrement dans des régions comme le Sahel et la Corne de l'Afrique<sup>4</sup>.

Les manifestations du changement climatique en Afrique se traduisent par des sécheresses prolongées, des inondations soudaines et des vagues de chaleur mortelles. Ces événements affectent gravement la sécurité alimentaire, avec près de 76,7 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Est au milieu de l'année 2023<sup>5</sup>. L'agriculture, qui dépend fortement des précipitations, est particulièrement menacée. Plus de 90 % de l'agriculture africaine repose sur les pluies, ce qui rend le secteur extrêmement vulnérable aux variations climatiques. La Banque mondiale prévoit qu'à l'horizon 2050, le dérèglement climatique pourrait forcer 216 millions de personnes à quitter leur foyer à cause de la dégradation des conditions de vie. Les conflits liés à l'accès à l'eau et aux terres arables se multiplient, exacerbés par les tensions créées par les pénuries d'eau.

<sup>3</sup> Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2024* (Sydney, 2024).

<sup>4</sup> <https://alima.ngo/faq/changement-climatique-afrique>

<sup>5</sup> <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb>



Ces conflits ont des répercussions sur la stabilité régionale et entraînent des migrations climatiques massives. En 2022, plus de 7,5 millions de déplacements internes dus à des catastrophes ont été enregistrés sur le continent <sup>6</sup>.

Le coût économique du changement climatique pour les pays africains est considérable. En moyenne, ces pays perdent entre 2 % et 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) pour gérer les impacts climatiques. D'ici 2030, jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres pourraient être exposées à des conditions climatiques extrêmes si aucune mesure d'adaptation n'est mise en place <sup>7</sup>.

La migration climatique en Afrique est un phénomène de plus en plus préoccupant, résultant des effets dévastateurs du changement climatique sur les conditions de vie et exacerbant les tensions sociales, communautaires et transfrontalières. En 2023, plus de 7 millions de personnes ont été déplacées en raison de catastrophes climatiques, notamment dans le Sahel et la Corne de l'Afrique. Ces migrations climatiques posent des défis humanitaires et sécuritaires majeurs.

En résumé, les conséquences du changement climatique et du stress environnemental sont énormes pour le continent. Aussi, l'Afrique doit non seulement s'adapter aux effets du changement climatique mais aussi anticiper les défis futurs pour assurer la sécurité alimentaire et la stabilité régionale face à un environnement en constante évolution.

### **Démocratie, transition démocratique et gouvernance : l'érosion de la démocratie dans le monde**

L'érosion de la démocratie dans le monde est un phénomène inquiétant, une ombre qui s'étend lentement sur les sociétés modernes. Ce recul des libertés fondamentales, cette montée insidieuse des autoritarismes et cette fragilisation des institutions démocratiques ne laissent personne indifférent. Aucune région du globe n'échappe à cette tendance alarmante, et l'Afrique, avec ses fragilités politiques et sociales, se trouve particulièrement vulnérable à cette dérive.

Les raisons de cette érosion sont multiples et complexes. Tout d'abord, la montée du populisme et du nationalisme, idéologies qui exaltent la nation et le peuple tout en stigmatisant les élites et les minorités, ouvre la voie à des dérives autoritaires. Dans ce contexte, les principes démocratiques sont souvent remis en question au profit d'une vision simpliste et manichéenne de la société.

Ensuite, la désinformation joue un rôle crucial dans ce processus. Les fausses nouvelles, les théories du complot et la propagande sont devenues des armes redoutables pour discréditer les institutions démocratiques. En semant la division et en manipulant l'opinion publique, ces pratiques sapent les fondements mêmes de la confiance citoyenne.

Parallèlement, l'affaiblissement des institutions démocratiques constitue un autre facteur déterminant. Les parlements, les systèmes judiciaires et les organisations de la société civile sont souvent mis à mal, perdant ainsi leur légitimité et leur capacité à défendre l'État de droit. Ce déclin institutionnel favorise une concentration du pouvoir qui menace la séparation des pouvoirs.

La corruption, omniprésente dans de nombreux pays, gangrène également le tissu social. Elle mine la confiance des citoyens envers leurs institutions et entrave le développement économique et social.

---

<sup>6</sup> <https://www.iom.int/fr/news/sommet-africain-sur-le-climat-vers-une-meilleure-reponse-aux-impacts-des-changements-climatiques-sur-la-mobilite-humaine>

<sup>7</sup> <https://www.rural21.com/francais/actualites/detail/article/letat-du-climat-en-afrique-en-2023.html>

<https://wmo.int/fr/media/news/lafrique-petit-de-maniere-disproportionnee-du-changement-climatique-et-des-couts-de-ladaptation>

<https://www.unesco.org/fr/articles/l-afrique-en-action-le-changement-climatique-et-la-protection-de-lenvironnement>



De plus, les inégalités économiques et sociales profondes exacerbent le ressentiment populaire, créant un terreau fertile pour les tensions sociales et politiques.

Enfin, les crises – qu'elles soient économiques, sociales, sanitaires ou sécuritaires – sont souvent utilisées par des régimes autoritaires pour justifier des restrictions aux libertés individuelles et renforcer leur emprise sur le pouvoir.

Les manifestations de cette érosion sont variées et inquiétantes. Le recul des libertés d'expression, de presse, de réunion et d'association est palpable dans de nombreux pays. Les droits des minorités, des femmes et des groupes vulnérables sont fréquemment remis en cause, tandis que les élections deviennent de plus en plus contestées. Les accusations de fraude électorale, d'irrégularités et de violences se multiplient, ternissant l'image même du processus démocratique.

L'État de droit s'affaiblit sous le poids d'une justice politisée et d'une impunité croissante. Dans ce climat d'incertitude, des régimes autoritaires émergent, concentrant le pouvoir entre les mains d'un seul homme ou d'un parti unique. Les conséquences de cette érosion sont graves et préoccupantes. L'instabilité politique et sociale s'intensifie, multipliant tensions et conflits qui menacent la paix et la sécurité. Les violations des droits humains se font plus fréquentes : arrestations arbitraires, tortures et exécutions extrajudiciaires deviennent monnaie courante. Les populations se retrouvent piégées dans des crises humanitaires dévastatrices, souffrant de pénuries alimentaires, d'eau potable et de médicaments essentiels. Parallèlement, le développement économique et social est entravé par un climat d'incertitude qui décourage les investissements et entraîne une fuite des cerveaux vers des horizons plus prometteurs. Ainsi, se dessine un tableau sombre où l'érosion de la démocratie ne représente pas seulement un défi politique : elle constitue une menace existentielle pour les sociétés contemporaines.

L'Afrique n'est pas en reste. La gouvernance et la transition démocratique restent sur le Continent l'un des enjeux majeurs pour la *Mère Patrie*. En 2023, plusieurs pays africains ont été confrontés à des crises politiques, notamment des élections contestées et des coups d'État, qui ont mis en lumière les fragilités des institutions démocratiques. Ces événements soulignent les difficultés persistantes liées à la consolidation de la démocratie et à la stabilité politique. **La nécessité d'une vigilance collective s'impose pour préserver nos libertés fondamentales et garantir un avenir où la démocratie peut s'épanouir à nouveau sur la base d'un nouveau paradigme prenant en compte l'histoire, la culture et la volonté des peuples.**

### **Course aux technologies, digitalisation et à l'intelligence artificielle : cybersécurité et guerre de l'information**

La maîtrise des technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle (IA), la 5G et la cybersécurité, est devenue un enjeu stratégique majeur sur la scène internationale en redéfinissant les dynamiques de pouvoir, en créant de nouvelles opportunités économiques, mais aussi en soulevant des défis éthiques et sécuritaires majeurs. Dans un monde interconnecté, ces technologies ne sont pas seulement des outils d'innovation ; elles façonnent également les rapports de force entre les nations. Ainsi, l'IA est devenue un élément central dans cette compétition géopolitique mondiale. Les nations qui maîtrisent cette technologie bénéficient d'un avantage stratégique significatif, tant sur le plan économique que militaire. Par exemple, les États-Unis et la Chine se livrent à une compétition acharnée pour dominer le secteur technologique, considérant l'innovation comme un pilier de leur puissance globale. Ils cherchent à dominer non seulement le marché technologique mais aussi à influencer les normes internationales qui régissent son utilisation. Cette rivalité a des implications profondes pour l'ordre mondial, car elle façonne les alliances et les tensions entre pays.

En effet, de nombreuses études et rapports ont montrés que l'émergence de l'IA a également modifié la nature des relations internationales. Les frontières traditionnelles s'effacent au profit d'un espace cybernétique où les données deviennent une ressource clé. Les géants du numérique, tels que Google et Alibaba, émergent comme des acteurs quasi-étatiques, influençant les politiques publiques et les normes internationales<sup>8</sup>.

L'Afrique est en pleine transformation numérique, avec une adoption croissante de solutions telles que le mobile banking et l'e-commerce. Ces innovations offrent des opportunités économiques considérables, permettant à des millions de personnes d'accéder à des services financiers et de participer à l'économie mondiale. Selon une étude récente, le marché du mobile banking en Afrique pourrait atteindre 30 milliards de dollars d'ici 2025, illustrant le potentiel économique de la numérisation.

Les grandes puissances se disputent l'accès aux marchés numériques africains, renforçant ainsi les enjeux de souveraineté numérique. Par exemple, des entreprises occidentales et chinoises investissent massivement dans les infrastructures technologiques en Afrique, ce qui pourrait créer une dépendance vis-à-vis de ces acteurs externes. De plus, l'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) offre un potentiel immense pour le continent, mais elle pose également des défis significatifs qui nécessitent une attention particulière. Alors que le continent se lance dans la transformation numérique, les enjeux liés à l'IA sont multiples et variés, allant des opportunités économiques à la nécessité d'une régulation adéquate.

Ainsi, l'IA pourrait contribuer de manière significative à l'économie africaine. Selon des experts, cette technologie pourrait générer jusqu'à **15 700 milliards de dollars** pour l'économie mondiale d'ici 2030, avec une part substantielle pour les pays africains si les bonnes politiques sont mises en place<sup>9</sup>. En Afrique, elle pourrait transformer divers secteurs. S'agissant de l'agriculture l'IA pour aider les agriculteurs à améliorer leur productivité agricole. Pour les questions de santé, elle pourrait faciliter l'accès aux soins de santé dans les régions éloignées, en optimisant les diagnostics et en rendant les traitements plus accessibles. Pour l'éducation, elle pourrait accélérer l'accès à une éducation et une formation adéquate et de qualité pour des millions d'enfants et de jeunes africain

Les enjeux de souveraineté numérique sont particulièrement cruciaux. Les grandes puissances se disputent l'accès aux données africaines, ce qui soulève des questions éthiques et politiques sur la gestion des informations personnelles et des ressources numériques. Par exemple, la Chine a intensifié ses efforts pour établir des partenariats technologiques en Afrique, offrant des infrastructures en échange d'un accès aux données locales. Cela pose un dilemme pour les pays africains : comment bénéficier des investissements étrangers tout en préservant leur autonomie numérique ?

Un point essentiel est celui des cyberattaques et la désinformation devenues des outils essentiels dans les conflits modernes, utilisés par des États et des acteurs non étatiques pour perturber les adversaires, influencer les opinions publiques et déstabiliser des régimes. La protection des infrastructures critiques et la régulation de l'espace numérique sont des défis majeurs pour les gouvernements africains et les organisations internationales. Aussi, la course aux technologies, la numérisation et à l'IA représentent une épée à double tranchant pour l'Afrique. D'un côté, elles offrent des opportunités économiques sans précédent ; de l'autre, elles exposent le continent à des vulnérabilités croissantes face aux cybermenaces et à la dépendance technologique.

---

<sup>8</sup> <https://www.emlv.fr/intelligence-artificielle-enjeux-geopolitiques-reels/>

[https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/399645/geopolitique-de-l-ia-les-relations-internationales-a-l-ere-de-la-mise-en-donnees-du-monde-jamal-atif?\\_lg=fr-FR](https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/399645/geopolitique-de-l-ia-les-relations-internationales-a-l-ere-de-la-mise-en-donnees-du-monde-jamal-atif?_lg=fr-FR)

<sup>9</sup> [https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/399645/geopolitique-de-l-ia-les-relations-internationales-a-l-ere-de-la-mise-en-donnees-du-monde-jamal-atif?\\_lg=fr-FR](https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/399645/geopolitique-de-l-ia-les-relations-internationales-a-l-ere-de-la-mise-en-donnees-du-monde-jamal-atif?_lg=fr-FR)

Dans ce contexte, il sera impératif que les pays africains adoptent des stratégies proactives pour renforcer leur cybersécurité et promouvoir une souveraineté numérique qui leur permettra de naviguer dans cette nouvelle ère technologique tout en protégeant leurs intérêts nationaux.

### **Santé et pandémies : enjeux de la souveraineté sanitaire**

Les enjeux liés à la santé mondiale et aux pandémies revêtent une importance cruciale pour l'Afrique, un continent qui représente 17 % de la population mondiale mais qui ne dispose que de 3 % des professionnels de santé mondiaux et de moins de 1 % des dépenses globales en santé. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces disparités, mettant en lumière les inégalités structurelles dans l'accès aux soins et aux vaccins. Par exemple, en 2021, alors que plus de 60 % de la population des pays à revenu élevé avait reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce chiffre tombait à moins de 10 % dans de nombreux pays africains. Cette situation a souligné la dépendance du continent vis-à-vis des importations de médicaments et de vaccins, avec plus de 90 % des produits pharmaceutiques consommés en Afrique provenant de l'extérieur du continent.

Cette pandémie a également révélé l'importance stratégique de la santé dans les relations internationales. La diplomatie de la santé est devenue un outil clé pour les puissances mondiales, qui ont utilisé les dons de vaccins et de matériel médical comme un levier d'influence géopolitique. Par exemple, la Chine et la Russie ont déployé des campagnes de "diplomatie vaccinale" en Afrique, fournissant des vaccins Sinopharm et Spoutnik V à plusieurs pays africains, souvent accompagnés de messages de solidarité Sud-Sud. Ces initiatives ont permis à ces pays de renforcer leur influence sur le continent, tandis que les pays occidentaux ont été critiqués pour leur approche initiale jugée trop lente et inéquitable. L'Afrique, de son côté, cherche à affirmer son autonomie dans ce paysage géopolitique complexe. La création de l'African Medicines Agency (AMA) en 2021 et les efforts pour développer des hubs régionaux de production de vaccins, comme l'Institut Pasteur de Dakar au Sénégal et le Biovac Institute en Afrique du Sud, illustrent cette volonté de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à renforcer la souveraineté sanitaire du continent et à positionner l'Afrique comme un acteur clé dans la gouvernance mondiale de la santé.

Pour relever ces défis, il est impératif que les gouvernements africains investissent massivement dans la production locale de médicaments et de vaccins. Actuellement, l'Afrique ne produit que 0,1 % des vaccins administrés sur son territoire, mais des initiatives comme la mise en place de l'African Pharmaceutical Technology Foundation (APTF) visent à accélérer le transfert de technologies et à soutenir l'innovation locale. Par ailleurs, les dépenses de santé en Afrique subsaharienne représentent en moyenne seulement 5 % du PIB, bien en dessous des 15 % recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour assurer une couverture sanitaire universelle.

Le renforcement des systèmes de santé est également une priorité, notamment pour améliorer l'accès aux soins primaires et réduire les inégalités. En 2020, on estimait que seulement 50 % de la population africaine avait accès à des services de santé essentiels, et les dépenses de santé par habitant restent parmi les plus faibles au monde, avec une moyenne de 78 dollars par an, contre plus de 4 000 dollars dans les pays à revenu élevé. L'Afrique doit également jouer un rôle plus actif dans les instances internationales, comme l'OMS, pour défendre ses intérêts et promouvoir une approche plus inclusive de la santé mondiale. La diplomatie de la santé doit devenir une priorité stratégique pour les pays africains, en s'appuyant sur des alliances régionales et internationales pour négocier des accords favorables, faciliter les transferts de technologie et mobiliser des ressources financières.

En somme, l'autonomie sanitaire de l'Afrique devra passer par des investissements stratégiques dans la production locale, une amélioration des infrastructures de santé et une coopération internationale renforcée. Ces efforts devront s'inscrire dans une vision géopolitique et géostratégique claire, où la santé devient un pilier de la souveraineté et de l'influence du continent. En développant une diplomatie de la santé proactive et en renforçant sa position dans les instances mondiales, l'Afrique pourra non seulement mieux se préparer aux futures pandémies, mais aussi jouer un rôle central dans la gouvernance mondiale de la santé.

## Évolution des alliances et des institutions internationales

### **Vers un nouvel ordre mondial plus juste et équitable avec la crise des institutions internationales et émergence de nouvelles alliances autour du "Sud Global" et d'une Afrique qui pèse**

Les institutions internationales sont en crise, et de nouvelles alliances émergent pour répondre aux besoins des pays du Sud Global. Les pays africains cherchent à renforcer leur voix dans les institutions internationales (ONU, FMI, OMC) et à promouvoir des réformes pour une meilleure représentation. Par exemple, l'Union africaine (UA) plaide pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, arguant que l'Afrique, avec 1,4 milliard d'habitants, ne peut pas être exclue des décisions mondiales majeures.

Le Sud Global (Afrique, Asie, Amérique latine) émerge comme un acteur collectif de plus en plus influent, cherchant à redéfinir l'ordre international pour le rendre plus multipolaire et équitable. Représentant plus de 60 % de la population mondiale et près de 40 % du PIB mondial, le Sud Global remet en question l'hégémonie occidentale et revendique une plus grande représentation dans les institutions internationales comme l'ONU, le FMI et la Banque mondiale. Des initiatives comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et le G77+Chine illustrent cette montée en puissance.

La guerre en Ukraine et la montée du Sud Global offrent à l'Afrique une opportunité stratégique de négocier des partenariats plus équilibrés et de réduire l'hégémonie occidentale. Les pays africains peuvent jouer un rôle de pivot en attirant des investissements concurrents de la part de la Chine, de la Russie, de l'Inde et d'autres acteurs émergents. Par exemple, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec des échanges bilatéraux dépassant 260 milliards de dollars en 2022, tandis que l'Inde a investi plus de 70 milliards de dollars dans des projets d'infrastructure et de développement sur le continent. Cependant, cette diversification des partenariats comporte des risques. Les prêts chinois pour les infrastructures, souvent assortis de conditions opaques, ont parfois conduit à des dettes insoutenables, comme en Zambie, où la dette extérieure représente plus de 70 % du PIB. La dépendance vis-à-vis de nouveaux partenaires peut limiter la marge de manœuvre des pays africains, notamment en matière de politique étrangère et économique.

L'Afrique cherche à diversifier ses partenariats pour réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Occident. Aussi, le continent se tourne vers la Chine, l'Inde, la Turquie et d'autres puissances émergentes pour des investissements, des échanges commerciaux et des transferts de technologie. L'adhésion de l'Afrique du Sud aux BRICS et l'intérêt croissant d'autres pays africains (comme l'Égypte et l'Algérie) à rejoindre ce groupe reflètent cette tendance. Les BRICS, avec un PIB combiné de plus de 26 000 milliards de dollars (32 % du PIB mondial), offrent une alternative aux institutions occidentales dominantes. L'Afrique du Sud, en tant que membre des BRICS, joue un rôle clé en portant les intérêts africains, notamment en matière de réforme du système financier international et de promotion des investissements dans les infrastructures.

Par exemple, la Nouvelle Banque de développement (NDB), créée par les BRICS, a financé des projets d'infrastructure en Afrique à hauteur de 5 milliards de dollars depuis 2015.

Par ailleurs, les Etats africains soutiennent les appels à une réforme du système financier international, critiquant le poids excessif des pays occidentaux dans les institutions comme le FMI et la Banque mondiale. Par exemple, l'Afrique ne détient que 5 % des droits de vote au FMI, malgré sa population et son potentiel économique croissant. Les pays africains réclament également une meilleure prise en compte de leurs intérêts dans les négociations climatiques et commerciales.

Pour mémoire, Lors de la COP27 en Égypte, les pays africains ont plaidé pour un financement accru de l'adaptation au changement climatique, estimant que le continent a besoin de 2 800 milliards de dollars d'ici 2030 pour faire face aux impacts climatiques. De même, dans les négociations commerciales à l'OMC, les pays africains demandent la fin des subventions agricoles des pays développés, qui faussent les marchés mondiaux et nuisent aux agriculteurs africains.

Ainsi, l'émergence du Sud Global et la montée en puissance de nouvelles alliances offrent à l'Afrique une opportunité unique de redéfinir sa place dans l'ordre international. En renforçant les partenariats Sud-Sud, en revendiquant une réforme des institutions internationales et en promouvant des initiatives régionales comme la ZLECAf et la Confédération des États de l'AES, l'Afrique peut réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur et promouvoir un développement plus inclusif et durable. Cependant, pour réussir, les pays africains devront naviguer avec prudence entre les opportunités et les risques liés à ces nouveaux partenariats, tout en renforçant leur autonomie stratégique et leur capacité à défendre leurs intérêts sur la scène mondiale.

### Un affaiblissement de la CEDEAO et l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES) : une fragmentation régionale

La **CEDEAO**, pilier historique de la coopération ouest-africaine, traverse une **crise existentielle** depuis 2024. Son autorité a été contestée par des décisions perçues comme **inflexibles**, notamment face aux autorités du Sahel central (Mali, Burkina Faso, Niger). Ces pays ont décidé de **quitter l'organisation** en janvier 2025, marquant une rupture sans précédent. Les sanctions économiques à travers la fermeture des succursales de la BCEAO au Mali et au Niger et l'incapacité à gérer les crises sécuritaires (ex. : échec du G5 Sahel) ont affaibli sa crédibilité.

Face à cela, les États du Sahel central (Mali, Burkina Faso, Niger) ont créé l'Alliance des États du Sahel (AES), un cadre souverain axé sur l'autonomie stratégique et les réponses adaptées aux réalités locales. Contrairement à la CEDEAO, jugée rigide et dépendante des modèles occidentaux, l'AES mise sur une coordination militaire renforcée et une diversification de ses partenariats notamment avec la Russie, la Turquie, l'Iran...

L'AES se distingue par sa flexibilité économique : malgré son retrait de la CEDEAO, elle maintient des accords de libre-circulation avec les pays côtiers (ex. : droit d'entrée sans visa) et négocie des routes commerciales alternatives (ex. : port de Lomé au Togo). Cette approche pragmatique contraste avec les sanctions économiques de la CEDEAO, qui ont isolé les États sahéliens tout en fragilisant son propre équilibre régional. L'AES promeut également une gouvernance inclusive, évitant les ingérences perçues de la CEDEAO, et attire l'attention d'autres pays (ex. : Togo, Tchad) cherchant à échapper aux rigidités de l'organisation ouest-africaine.



La crédibilité sécuritaire de l'AES repose sur une expérience historique : elle reprend les contours de l'Autorité de développement intégré du Liptako-Gourma (1970) et revitalise une force antiterroriste abandonnée sous le G5 Sahel. Contrairement à la CEDEAO, jugée inefficace face au terrorisme, l'AES mise sur une coordination directe entre ses membres, confrontés aux mêmes menaces (JNIM, EIAO). Son autonomie opérationnelle, renforcée par des équipements militaires non occidentaux, lui permet d'éviter les dépendances passées (ex. : France, UE).

L'AES pourrait devenir un modèle alternatif pour les États cherchant à concilier souveraineté et coopération régionale. Son succès dépendra de sa capacité à consolider ses alliances (ex. : initiative d'Accra, réunissant pays de l'AES et États côtiers) et à éviter les échecs du G5 Sahel.

La CEDEAO, quant à elle, reste affaiblie par son bureaucratisme et son incapacité à adapter ses réponses aux crises. La fragmentation régionale actuelle offre à l'AES une opportunité unique de redéfinir l'intégration africaine, en privilégiant des solutions locales, flexibles et souveraines. Bien que cette initiative soit encore à ses débuts, elle reflète une tendance croissante à la consolidation des alliances régionales pour faire face aux défis communs, tels que le terrorisme, la pauvreté et la dépendance économique. Par exemple, les trois pays de l'AES représentent un marché combiné de plus de 60 millions de personnes et disposent d'importantes ressources naturelles, notamment l'or et l'uranium.

### Enjeux géostratégiques des ressources minières africaines

Le continent africain recèle une **diversité impressionnante de ressources minières stratégiques**, jouant un rôle crucial dans l'économie mondiale et la transition énergétique. Parmi ces richesses, on distingue :

- **Des métaux précieux et critiques** tels que le **cobalt**, où la République Démocratique du Congo (RDC) domine la production mondiale avec environ 70% et détient la moitié des réserves prouvées. L'Afrique du Sud se positionne comme le premier producteur mondial de **platine**. Le **manganèse** est également abondant, l'Afrique détenant 85% des réserves mondiales, avec l'Afrique du Sud, le Gabon et le Ghana contribuant à plus de 60% de la production mondiale. Le **chrome** est une autre ressource clé, l'Afrique possédant 80% des réserves mondiales. De plus, des gisements importants de **lithium** sont présents au Zimbabwe, au Mali et en RDC.
- **Des métaux de base et industriels** comme le **cuivre**, où la RDC est un producteur majeur en pleine croissance. L'Afrique du Sud est un producteur important de **fer**. La **bauxite** est notamment présente au Ghana.
- **Des pierres précieuses**, notamment les **diamants**, dont l'Afrique abrite 78% des réserves mondiales.
- **D'autres minéraux critiques**, tels que le **graphite**, dont l'Afrique possède 21,6% des réserves mondiales de graphite naturel. Le continent détient également 5,6% des réserves mondiales de **nickel**.
- **Des ressources énergétiques**, notamment le **charbon**, avec l'Afrique du Sud détenant près de 95% des réserves de charbon du continent. L'**uranium** est présent dans plusieurs pays africains, dont le Niger.
- **L'hydrogène naturel**, qui est considéré comme une ressource minière. Le **Mali** est le pays africain le plus avancé dans l'exploitation de l'hydrogène naturel. La localité de **Bourakébougou au Mali** est pionnière dans ce domaine, avec une exploitation depuis une vingtaine d'années.

En 2024, le Mali a accordé le premier permis d'exploitation pour cette filière d'hydrogène naturel. Le gouvernement malien soutient activement le développement de cette ressource. D'autres pays comme la Mauritanie présentent un potentiel.

L'exploitation durable de ces ressources représente un enjeu majeur pour le développement du continent. L'Afrique, riche en ressources naturelles et humaines, se trouve à un tournant décisif de son histoire, prise dans un contexte mondial marqué par des mutations géopolitiques et géostratégiques profondes, de plusieurs ordres : économique, climatique, technologique, voire sécuritaire. Ces mutations, qui interrogent et redéfinissent les relations internationales, posent des défis multiformes, pluriels et complexes, tout en offrant des opportunités stratégiques uniques au continent.

C'est dans ce cadre que les ressources minières africaines sont au cœur d'enjeux géostratégiques complexes qui impliquent une multitude d'acteurs internationaux et locaux. La gestion de ces ressources aura un impact significatif sur le développement économique du continent et sur les équilibres de pouvoir mondiaux dans les décennies à venir. Ces enjeux se manifestent à plusieurs niveaux.

En effet, la **répartition inégale des ressources minières** sur la planète engendre des enjeux géopolitiques importants. Comme noter, l'Afrique possède d'importantes réserves de minerais stratégiques. L'Afrique du Sud est le premier producteur mondial de platine, de chrome, de manganèse et le deuxième pour le titane. La République Démocratique du Congo (RDC) est le premier producteur mondial de cobalt. Le Niger possède les deuxièmes réserves mondiales d'uranium. Cette concentration des ressources dans certains pays africains leur confère au Continent un pouvoir géopolitique significatif.

La **demande croissante en minerais**, notamment pour les nouvelles technologies et la transition énergétique, intensifie la compétition entre les acteurs mondiaux pour l'accès à ces ressources. Cette situation crée de nouvelles dynamiques géopolitiques, avec l'émergence de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde qui cherchent à sécuriser leur approvisionnement en Afrique. Les ressources minières sont cruciales pour le développement économique et technologique. Certains minerais sont considérés comme **critiques** ou **stratégiques** en raison de leur importance pour les industries de pointe et la transition énergétique. Par exemple, le coltan, dont 80% des réserves mondiales se trouvent en RDC, est essentiel pour l'industrie électronique. Le cobalt, le lithium et le gallium sont cruciaux pour les batteries et les technologies vertes.

Les pays africains riches en ressources cherchent de plus en plus à **affirmer leur souveraineté** sur leurs richesses minières. Cela se traduit par une volonté de garder des parts importantes dans les concessions minières, un contrôle accru sur les rentes générées par l'exploitation minière et des efforts pour développer des industries de transformation locale. L'exploitation minière soulève des questions environnementales et sociales importantes, notamment en Afrique. La gestion durable des ressources et le partage équitable des bénéfices avec les populations locales sont des enjeux cruciaux pour la stabilité à long terme. L'exploitation des fonds marins émerge comme un nouveau front géopolitique, avec des implications potentielles pour les pays africains côtiers. Cette nouvelle source de ressources pourrait redéfinir les équilibres géostratégiques existants.



## 2. Justification

L'Afrique, riche en ressources naturelles et humaines, se trouve à un tournant décisif de son histoire, prise dans un contexte mondial marqué par des mutations géopolitiques et géostratégiques profondes, de plusieurs ordres : économique, climatique, technologique, voire sécuritaire. Ces mutations, qui interrogent et redéfinissent les relations internationales, posent des défis multiformes, pluriels et complexes, tout en offrant des opportunités stratégiques uniques au continent.

Ces mutations et ces défis deviennent plus inquiétants si l'on scrute de près les projections de la Banque mondiale selon lesquelles la population africaine devrait atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici à 2050, ce qui ferait de notre continent un acteur incontournable dans la démographie mondiale et la consommation future des ressources (« Global Economic Prospects », Banque mondiale, 2023).

Historiquement, les structures institutionnelles africaines, souvent issues de l'héritage colonial, ont parfois freiné l'intégration économique et politique. L'Union africaine, à travers des initiatives comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), cherche à corriger ces lacunes en fortifiant les échanges intra-africains pour renforcer la souveraineté économique et l'intégration régionale<sup>10</sup>.

Sur le plan sécuritaire, la récurrence des conflits et l'expansion des foyers de tension (Sahel, Corne de l'Afrique, etc.) constituent une réelle menace à la stabilité régionale et transcontinentale. Les Nations unies estiment que plus de 70 % des missions de maintien de la paix se concentrent actuellement en Afrique, illustrant ainsi l'ampleur des défis <sup>11</sup>et justifiant la Résolution 2719 pour permettre un financement adéquat, prévisible et durable des missions de paix de l'Union africaine.

En parallèle, les impacts négatifs des changements climatiques exacerbent les crises existantes au travers de l'accès et de la gestion des ressources naturelles et accentuent l'insécurité alimentaire. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'Afrique subsaharienne est l'une des régions les plus vulnérables aux impacts climatiques<sup>12</sup>.

Face à ces enjeux, l'Afrique dispose cependant d'atouts considérables, notamment une jeunesse dynamique représentant plus de 60 % de sa population, ainsi qu'un potentiel énergétique renouvelable présenté comme l'un des plus importants au monde (Agence internationale de l'énergie, 2022). Ces facteurs offrent des perspectives prometteuses pour transformer les défis en opportunités.

Aujourd'hui, les défis mondiaux sont de plus en plus interconnectés et appellent à une gouvernance mondiale tenant compte de cet ordre mondial changeant, mettant au cœur de son action le respect des peuples et de la planète et promouvant un multiculturalisme plus inclusif et juste. Cela requiert d'intégrer la vision et l'approche africaines dans la gouvernance des défis mondiaux tels les guerres économiques, la guerre de l'information, le renseignement et les jeux de puissance technologique, la sécurité et la criminalité internationales, les crises et les conflits, le terrorisme, l'environnement, le climat, les ressources, la sécurité alimentaire et l'énergie, la démographie internationale, les mouvements de populations, les réfugiés, les enjeux culturels, politiques et sociétaux, les religions<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> Rapport sur l'état de l'intégration en Afrique », UA, 2022

<sup>11</sup> Rapport annuel sur les opérations de paix », ONU, 2022

<sup>12</sup> Sixth Assessment Report », GIEC, 2023

<sup>13</sup> École nationale d'administration, 2020

Le monde doit tirer des enseignements de sa gouvernance, notamment en ce qui concerne l'économie, les changements climatiques et les questions de paix et de sécurité. Or, au même moment, l'Afrique, malgré ses énormes potentialités, reste encore cantonnée dans la position d'un « juste récipiendaire » de dividendes d'actions et d'initiatives planifiées et exécutées ailleurs.

L'Afrique est également victime du « double standard » dans la recherche de solutions à ses défis même quand ceux-ci sont reconnus comme menace à la paix et à la sécurité internationales. Le Soudan est menacé d'effondrement. Le Sahel s'embrase de jour en jour.

Les menaces et leurs causes sont identifiées et partagées. Mais la solution semble liée à la gestion définitive de la guerre en Ukraine, de la protection d'Israël et l'adoubement des « terroristes repentis » en Syrie.

Le Forum de Bamako, ce colloque international qui s'est imposé progressivement comme un espace d'échange associant à la fois liberté de ton et débats de qualité.

Centré sur les thématiques afférentes au développement du continent, le « petit Davos de l'Afrique » rassemble sur trois jours décideurs politiques, entrepreneurs, universitaires, intellectuels et représentants de la société civile dans la convivialité. La présence de personnalités hautement qualifiées et le cadre des échanges contribuent à la création d'un réseau d'acteurs informés, soucieux du devenir de l'Afrique ».

Dans ce cadre, la 25<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako se veut la continuité des réflexions antérieures et re-thématise l'Afrique face aux défis et enjeux contemporains globaux en mettant en relief l'importance d'un dialogue stratégique approfondi pour permettre aux États africains participants de renforcer leur résilience, d'améliorer leur intégration régionale et d'accroître leur influence sur la scène internationale. Mais il sera surtout question d'aborder les défis et enjeux sous l'angle introspectif et prospectif de l'Afrique avec la culture et l'histoire comme des dimensions transversales<sup>14</sup>.

### III. OBJECTIFS, AXES DE REFLEXION & RESULTATS ATTENDUS

#### 3.1. Objectifs

##### Objectif Général

S'agissant de l'objectif Général, il s'agira d'analyser et proposer des stratégies endogènes pour un meilleur positionnement de l'Afrique dans les mutations géopolitiques et géostratégiques mondiales.

##### Objectifs Spécifiques :

- Identifier les défis et les enjeux liés à la gouvernance institutionnelle, à la sécurité, à l'économie et aux changements climatiques.
- Mettre en évidence les opportunités stratégiques pour l'Afrique dans un contexte international multipolaire et dynamique.
- Proposer des perspectives pour une meilleure intégration régionale et un développement économique durable.
- Renforcer la capacité de l'Afrique à parler d'une seule voix sur la scène internationale, en utilisant des approches et stratégies inspirées des contextes et réalités africaines.

<sup>14</sup> <https://www.futuribles.com/forum-de-bamako-19e-edition>

### 3.2. Axes de réflexions de la 25<sup>ème</sup> édition du Forum

Le Forum est structuré autour de plusieurs thématiques qui feront l'objet d'un examen par le Comité Scientifique préparatoire du forum. Ce dernier est responsable des contenus et contributeurs, le déroulement et l'agenda général de la rencontre. A ce stade, les thématiques retenues sont les suivantes :

- Axe Thématique N°1 : Gouvernance institutionnelle et intégration régionale : un affaiblissement de la CEDEAO et émergence de l'AES : une fragmentation régionale (Panel 1)
- Axe Thématique N°2 : Décolonisation et souveraineté économique (Panel 2)
- Axe Thématique N°3 : Enjeux géostratégiques des ressources minières africaines (Panel 3)
- Axe Thématique N°4 : Économie et partenariat gagnant-gagnant (Panel 4)
- Axe Thématique N°5 : Paix, sécurité et changement climatique : quel partenariat pour une meilleure prise en charge des missions de paix en Afrique ? (Panel 5)
- Axe Thématique N°6 : Géopolitique de la démographie : Enjeux, défis et perspectives pour l'Afrique et le monde (Panel 6)
- Axe Thématique N°7 : Culture, éducation et souveraineté sanitaire (Panel 7)
- Axe Thématique N°8 : Enjeux de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle sur le Continent (Panel 8)
- Axe Thématique N°9 : Partenariat stratégique dans un monde multipolaire (Panel 9)

### 3.3. Résultats attendus et produits :

Les organisateurs s'assignent les résultats attendus suivants :

- Une publication des actes du Forum.
- Un plaidoyer pour le suivi/évaluation des différentes recommandations pertinentes, et conclusions du panel.
- Des propositions de bonnes pratiques issues de la capitalisation des expériences relevées durant les travaux.
- Rédaction d'un *policy paper*, pouvant servir de support pour mener un dialogue approfondi avec les décideurs politiques sur les principales conclusions du forum, plus particulièrement avec les départements ministériels en charge des questions culturelles en Afrique de l'Ouest.

A chacune de ses éditions, le Forum de Bamako produit un mémorandum qui est officiellement remis au Président de la République du Mali. Le mémorandum constitue une synthèse des travaux incluant les principales recommandations issues des travaux du Forum.

Le Forum vise à mettre à la disposition des autorités, des décideurs et des organisations impliqués dans les questions de développement en Afrique, des outils d'analyse, de réflexion et des propositions sur les différentes thématiques abordées.

En plus du rapport de synthèse du Forum, différents documents et supports sont produits à l'issue des travaux : les actes du forum, communications, articles de presse, émissions et débats à la radio et à la télévision, film documentaire de synthèse.

Ce sont là autant de documents et de supports accessibles au public, tant au niveau de la Fondation du Forum de Bamako, que sur son site officiel ([www.forumbamako.com](http://www.forumbamako.com)) et sur les sites officiels des partenaires de l'édition 2024.

#### IV. DATE DU FORUM ET FORMAT DU FORUM

Le 25<sup>ème</sup> Forum de Bamako, se déroulera les 29, 30 & 31 mai 2025 au Azalaï Hôtel de Bamako au Mali. Habituellement, le Forum se déroule de la manière suivante :

##### 4.1. La cérémonie d'ouverture du Forum

La cérémonie d'ouverture officielle enregistre le discours du Président de la Fondation du Forum de Bamako, des principaux partenaires de l'édition.

Une conférence inaugurale est présentée par le Prof. Alioune SALL, Directeur de l'Institut des futurs africains (IFA), en charge de l'architecture du programme du Forum.

Les conclusions et recommandations du Forum seront remises à Son Excellence Monsieur le Président de la Transition ou à son Représentant.

##### 4.2. Format des travaux

Le Forum est structuré en **09 panels thématiques** pour couvrir toutes les problématiques essentielles et mieux orienter les débats. Des communications seront présentées par des experts africains et internationaux suivis de débats interactifs modérés par des professionnels.

##### 4.3. Off du Forum de Bamako :

Ce sont des *Side Event* organisés à la demande des partenaires de la 25<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako : initiatives des partenaires, diners débat, projection de film, plateau TV.

#### V. STRUCTURATION ET ORGANISATION PRATIQUE DU FORUM

##### 5.1. Structuration de forum de Bamako 2025

Le Forum de Bamako 2025 se déroulera sur trois jours avec une conférence inaugurale lors de la cérémonie d'ouverture. Tous les travaux se déroulent en plénière.

Pour couvrir le sujet, **huit panels** seront organisés. Axés sur les thématiques définies plus haut, leur contenu précis sera déterminé par un comité scientifique.

Judi 29 mai 2025 : Cérémonie d'ouverture  
02 panels

Vendredi 30 mai 2025 : 04 panels

Samedi 31 mai 2025 : 03 panels  
Cérémonie de clôture

Chaque panel durera 2h00 et sera animé par deux personnes-ressources : un modérateur, un rapporteur. Des panélistes présenteront des communications pour stimuler les échanges. Les organisateurs veilleront à une participation effective des femmes à tous les niveaux.

En plus des échanges qui seront privilégiés, un temps de parole sera alloué au modérateur pour introduire et conclure les travaux de panel.

S'agissant des modalités de contribution des panélistes identifiés, les propositions de communications de 300 mots maximum (titre, résumé et mots clés) sont à envoyer au secrétariat de l'organisation 60 jours avant la tenue du Forum, puis le projet de communication final devra être envoyé 30 jours avant la tenue du Forum la communication complète, (10 000 mots maximum) pour les besoins de la publication des actes du Forum.

Par ailleurs, les communications seront distribuées aux participants avant le panel et les exposés faits en salle en seront simplement des résumés mettant l'accent sur les points saillants ou anticipant des questions éventuelles. Les participants auront aussi la possibilité de poser leurs questions avant le panel de façon à permettre aux présentateurs de les prendre en charge dans leurs exposés introductifs.

Une traduction sera faite en français et anglais.

## **5.2. Présentation des Panels**

### **Panel 1 : Gouvernance institutionnelle et intégration régionale**

- Renforcement de la gouvernance et consolidation de la démocratie.
- Transition des États-nations et avenir des ensembles régionaux.
- Comment parler d'une seule voix au reste du monde ?
- Création de nouvelles entités sous-régionales : la Confédération des États de l'AES

### **Panel 2 : Décolonisation et souveraineté économique**

- Crises de gouvernance et modèles économiques Afrique.
- Développement intra-africain : ZLEC et souveraineté monétaire comme outils de résilience.

### **Panel 3 : Enjeux géostratégiques des ressources minières africaines**

- Cartographie des ressources : Répartition géographique des principales ressources minières en Afrique ; focus sur les minerais stratégiques (cobalt, terres rares, lithium, etc.) ; potentiel inexploité et nouvelles découvertes
- Acteurs et stratégies : Rôle des États africains et politiques minières nationales ; stratégies des puissances étrangères (Chine, États-Unis, UE, Russie) ; Implication des multinationales et des entreprises locales
- Défis et opportunités : enjeux environnementaux et sociaux de l'exploitation minière ; gouvernance et transparence dans le secteur minier ; opportunités de développement économique et d'industrialisation

### **Panel 4 : Économie et partenariat gagnant-gagnant**

- Transition de l'économie de rente à une économie de production.
- Gouvernance des industries extractives et métaux rares.
- Partenariats stratégiques : vers des modèles durables.

### **Panel 5 : Paix, sécurité et changement climatique : quel partenariat pour une meilleure prise en charge des missions de paix en Afrique ?**

- Impacts des changements climatiques sur les conflits et gestion des crises sécuritaires.
- Autosuffisance alimentaire face aux crises climatiques.

- Gestion des ressources en eau et prévention des conflits.

#### **Panel 6 : Géopolitique de la démographie : Enjeux, défis et perspectives pour l'Afrique et le monde**

- Jeunesse et dynamisme du Continent : atout et défis
- Vieillissement des populations dans les pays développés
- Impact géopolitique de la démographie africaine : Migration et relations internationales

#### **Panel 7 : Culture, éducation et souveraineté sanitaire**

- Riposte aux pandémies et sécurisation des approvisionnements en médicaments.
- Investissements dans l'éducation et le numérique comme leviers de développement durable.
- Numérique et gestion des catastrophes naturelles.

#### **Panel 8 : Enjeux de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle sur le Continent**

- Enjeux de la maîtrise des technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle (IA), la 5G et la cybersécurité
- Enjeux et défis de l'E.Gouvernance, de l'E-citoyen et de l'inclusion numérique en Afrique
- Enjeux sécuritaire et de la souveraineté des Etats : la cybersécurité

#### **Panel 9: Partenariat stratégique dans un monde multipolaire**

- Attitudes de non-alignement et partenariat win-win.
- Quels types d'alliance pour quelles pertinence et efficacité ?

### **5.3. Approche méthodologique et instance de pilotage**

La méthodologie retenue se veut une approche participative et inclusive.

Deux instances pour la préparation intellectuelle, scientifique et logistique du Forum seront mise en place : un comité scientifique et un comité de d'organisation technique.

#### **→ Le comité scientifique**

Le comité scientifique préparatoire du forum est constitué d'hommes et de femmes disposant de connaissances et d'expertises dans les questions artistiques et culturelles. Il a pour fonction de :

- Déterminer les thématiques, contenus et agenda du forum.
- Identifier et solliciter les intervenants et contributeurs au forum.
- Garantir un déroulement des travaux qui permettent l'expression la plus large (agenda).

Il se réunit 3 à 4 fois en mode virtuel avant le forum et est présidé par le Président du Forum de Bamako. Il est composé d'une quinzaine de personnalités nationales, africaines et internationales.

Le comité scientifique sera sensible à ce que toutes les formes d'expression artistique et culturelle puissent trouver un espace de manifestation si elles le souhaitent : cinéma, littérature, danse, gastronomie, etc.



Ces expressions peuvent se traduire par des sujets de débat sur des thèmes en lien avec l'objet du forum ou bien par des événements parallèles.

→ **Le comité de d'organisation technique.**

Ledit comité est chargé de l'organisation du forum. Présidé par la Secrétaire Général du Forum de Bamako, il est chargé de tous les aspects liés au bon déroulement avant, pendant et après le forum.

Il s'occupe particulièrement de l'accueil des participants à l'aéroport de Bamako, à l'hôtel et dans le lieu de tenue du forum. Structuré en commissions pour une bonne prise en charge des questions d'organisation et de logistique, ce comité comprend un volet communication pour assurer la publicité nécessaire à la médiatisation de l'événement et l'information des participants.

Pour les side-events, sous la supervision du comité d'organisation technique, une personne est responsabilisée à la préparation des « off » culturels et artistiques. Dans cette hypothèse, sera proposé un budget complémentaire à ces événements.

## VI. PARTICIPANTS

Le Forum réunira environ 300 participants en présentiel, parmi lesquels :

- **Les hautes autorités et membres de Gouvernement** des pays membres du Sahel et de l'UA.
- Les conférenciers de haut niveau, nationaux et étrangers, présenteront les communications introductives et animeront les ateliers thématiques.
- Les personnes ressources ou témoins : Ce sont des personnalités publiques (anciens Chefs de gouvernement, ministres, experts internationaux, responsables politiques) tant nationaux qu'étrangers
- Les acteurs et opérateurs œuvrant dans la thématique du Forum 2025
- La Communauté scientifique : universitaires, chercheurs, étudiants, professionnels des centres et instituts de recherche.
- Les membres de Think tank et fondations intervenant en Afrique.
- Les partenaires techniques et financiers multilatéraux et bilatéraux (ambassades, agences de coopération...) travaillant activement sur les questions relative à la thématique de la 25<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako
- La communauté technique des praticiens du développement constituée par les experts des ONG, associations, bureaux d'étude...
- Les organisations féminines, leaders d'opinion et responsables des mouvements associatifs engagés dans la problématique.
- Les représentants **des médias** (presse écrite, télévision, médias en ligne...).

Exceptionnellement compte tenu des enjeux de la thématique de la 25<sup>ème</sup> édition du Forum de Bamako des délégations étrangères de nombreux pays seront invitées.

## VII. COMMUNICATION ET VISIBILITE

La communication est une composante importante du Forum qui permet, à chaque édition, l'organisation de plusieurs émissions à la radio et à la télévision par les fournisseurs de services de communication que sont, outre l'Office de Radiodiffusion-télévision du Mali, la chaîne privée

AFRICABLE, les stations privées de radio maliennes, les grands médias africains et internationaux. Les rendez-vous télévisés sont réalisés avec les conférenciers et les personnes ressources invités au Forum.

Un plan de communication sera proposé aux partenaires techniques et financiers pour garantir leur visibilité tout au long du processus (avant, pendant et après) de préparation et de mise en œuvre de l'activité.

## **VIII. BUDGET ET FINANCEMENT**

Une estimation budgétaire est annexée aux présents Termes de référence pour couvrir les frais liés à :

- La logistique de l'événement (location de salle, restauration, hébergement des intervenants, etc.) ;
- La communication et diffusion des livrables ;
- Les honoraires des experts et intervenants ;
- Le per diem des participants résidents.

## **IX. RAPPEL DES GRANDS THEMES ABORDES PAR LE FORUM DE BAMAKO**

Le Forum de Bamako se tient chaque année courant février. Les grands thèmes abordés durant les deux décennies passées :

|                |                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Janvier 2001 : | La réhabilitation du capital humain et du savoir                                                                                                                                                                                                                                         |
| Février 2002 : | NEPAD, un nouveau départ pour l'Afrique                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Février 2003 : | Éducation et stratégies de développement en Afrique                                                                                                                                                                                                                                      |
| Février 2004 : | Les privatisations en Afrique, quelle analyse critique ?                                                                                                                                                                                                                                 |
| Février 2005 : | Culture et Développement                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Février 2006 : | Quelle Afrique en 2025 ?                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Février 2007 : | Intégration Africaine                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Février 2008 : | L'Afrique, un nouveau Pôle Géostratégique, les enjeux.                                                                                                                                                                                                                                   |
| Février 2009 : | La gouvernance                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Février 2010 : | L'Afrique 50 ans après, le défi alimentaire, la faim du continent.                                                                                                                                                                                                                       |
| Février 2011 : | Quelles entreprises ? quels entrepreneurs pour un développement durable de l'Afrique ?<br>Edition précédée de l'atelier sous régionale sur « l'Entreprenariat féminin dans le domaine de l'agro-industrie et l'agro-business en Afrique : Etat des lieux, opportunités et perspectives » |
| Février 2012 : | Quel Etat pour l'Afrique au 21 <sup>ème</sup> siècle ?                                                                                                                                                                                                                                   |
| Février 2013 : | Etats, Conflits et réconciliations nationales : enjeux de la cohésion social et défis de la gouvernance locale                                                                                                                                                                           |
| Février 2014 : | Paix, sécurité et développement dans la bande Sahélo-Sahélienne : défis de la mutualisation des dispositifs de sécurité et enjeux du développement et de la gouvernance locale                                                                                                           |

|              |                                                                                                                                                                                |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Février 2015 | L'Emergence de l'Afrique à l'horizon 2035 : les défis, les opportunités et les parties prenantes' ?                                                                            |
| Juillet 2015 | 2 <sup>e</sup> Forum Genre et Développement : « L'Emergence de l'Afrique à l'horizon 2035 : contraintes, défis et opportunités pour une participation effective des femmes ? » |
| Février 2016 | L'Afrique entre chaos et émergence » ?                                                                                                                                         |
| Février 2017 | La croissance urbaine, un enjeu majeur au cœur des priorités nationales et régionales                                                                                          |
| Février 2018 | Aménagement du territoire de l'espace sahélo-sahélien : facteur de sécurité, de développement et de paix »                                                                     |
| Février 2019 | Immigration : Quelles dynamiques entre l'Europe et l'Afrique ?                                                                                                                 |
| Février 2020 | L'Afrique à l'horizon 2040 : entre mémoires et avenir                                                                                                                          |
| Mai 2021     | Développement durable et capital humain : bilan et priorités opérationnelles pour la Transition au Mali.                                                                       |
| Mai 2022     | Femme, Paix, Sécurité et Développement                                                                                                                                         |
| Mai 2023     | Développement local, comme facteur de sécurité et de paix                                                                                                                      |
| Mai 2024     | La Culture comme facteur de paix, de sécurité et de développement                                                                                                              |